

France : le consensus mis en place ?

Deux déclarations se sont répondu la semaine passée. Le mercredi 24 novembre, François Fillon a présenté un véritable programme de combat dans son discours à l'Assemblée nationale (voir ci-dessous les principales citations).

Il a d'emblée donné le « la » en déclarant : « Il faut continuer de rénover notre héritage social et non pas faire de nos droits acquis le matelas de notre léthargie. »

Derrière la morgue de la formule, c'est tout l'héritage des conquêtes sociales de 1945 — reprenant en cela l'objectif affirmé il y a quelques années par le représentant des assu-

rances, Denis Kessler —, que Fillon se fixe de mettre à bas.

Pour cela, comme on le lira ci-dessous, Fillon met en avant, à l'aide de la loi sur la représentativité du 20 août 2008 (issue de la « position commune » d'avril 2008 CGT-CFDT-Medef), l'arme de ce qu'il appelle le « dialogue social responsable ».

Et c'est à ce discours que répond cinq jours plus tard la nouvelle déclaration commune nationale des organisations CGT, CFDT, FSU, Solidaires et UNSA (voir extraits ci-dessous). Dans cette « interpellation », un mot est absent : le mot « retraites ».

Non seulement l'exigence de l'abrogation de la loi Sarkozy sur les retraites ne figure pas, mais il n'y a tout simplement aucune référence à la mobilisation de plus de deux mois où des millions ont exigé le retrait de la contre-réforme.

En revanche, y figurent les exigences affirmées par Fillon sur « la nécessaire réduction des déficits », « l'harmonisation de la fiscalité des entreprises » et l'appel au « socle social européen », dont on sait qu'il a depuis des années servi de couverture et de camouflage à toutes les remises en cause des droits et des conquêtes sociales. ■

MERCREDI 24 NOVEMBRE, À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

François Fillon plaide « pour un dialogue social responsable »

Dans son discours de politique générale, le Premier ministre a réaffirmé son intention d'associer étroitement les syndicats à son programme de contre-réformes

« Il faut nous libérer des déficits (...). Il faut continuer de rénover notre héritage social et non pas faire de nos droits acquis le matelas de notre léthargie (...). Il faut enfin repenser la gouvernance mondiale, renforcer la régulation financière (...). En tenant bon sur la réforme des retraites, nous avons réaffirmé l'autorité de l'Etat et la légitimité du Parlement. Et ce faisant, nous avons clarifié les conditions d'un dialogue social responsable. Après le temps des désaccords, le temps du dialogue pragmatique est revenu.

La loi du 20 août 2008, relative à la rénovation du cadre de représentativité, a amorcé un changement du paysage syndical.

Ce sera la clé d'un nouveau réformisme social, que je suis prêt, avec Xavier Bertrand, à soutenir de toutes mes forces (...).

Il n'y aura plus de dépenses publiques supplémentaires pour relancer la croissance.

En revanche, nous avons le devoir d'offrir à nos entreprises des financements de long terme (...). La fiscalité directe sur les entreprises est en moyenne supérieure à 5 points à ce qu'elle est chez nos voisins européens !

Mon premier engagement : c'est qu'il n'y aura pas de hausse d'impôts. La gestion rigoureuse de la dépense publique (...): nous avons tracé, avec le programme de stabilité et la loi de programmation des finances publiques que vous avez votée, la ligne de cet effort de redressement. Alors que le déficit atteint 7,7 % du produit intérieur brut en 2010, nous reviendrons à 6 % en 2011, à 4,6 % en 2012, à 3 % en 2013 et à 2 % en 2014. Cette trajectoire vertueuse exige une mobilisation sans faille !

Une mobilisation de l'Etat, bien sûr, mais aussi une mobilisation des régimes sociaux et des collectivités territoriales.

Sur les effectifs, nous poursuivons, avec François Baroin et Georges Tron, la politique de non-rempla-



cement d'un départ à la retraite sur deux, initiée au début du quinquennat. Chaque année, les effectifs de l'Etat diminuent ainsi de plus de 30 000.

Pendant la crise, nous avons mis en place avec les partenaires sociaux des mesures exceptionnelles et massives. Cette politique a porté ses fruits.

Nous devons (...) progresser dans la voie de la flexisécurité. Il nous revient d'en fixer les objectifs, le calendrier, la méthode, mais je veux dire que c'est aux partenaires sociaux d'en proposer et d'en définir les modalités et les outils.

Aujourd'hui, nous avons environ 600 000 jeunes en alternance. Eh bien, nous nous fixons l'objectif de doubler ce chiffre (...).

Nous lancerons une concertation nationale sur la protection sociale qui associera tous les acteurs, les partenaires sociaux, les professionnels de santé, les mutuelles, les assurances, les collectivités territoriales, au premier rang d'entre elles les conseils généraux.

Cette concertation devra examiner les voies et les moyens de réguler les dépenses de santé, de fixer la part des régimes obligatoires et complémentaires, et de diversifier les modes de financement.

Cette concertation nationale aura évidemment pour but immédiat de traiter la question de la dépendance. » ■

LE 29 NOVEMBRE, AU SIÈGE DE LA CFDT

L'intersyndicale se prononce pour « la nécessaire réduction des déficits publics »

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA interpellent les décideurs politiques et économiques

« Dans le cadre de la journée de mobilisation de la CES (Confédération européenne des syndicats — NDLR) « Non à l'austérité, priorité à l'emploi et à la croissance en Europe », les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA ont décidé d'interpeller le 15 décembre 2010 les décideurs politiques et économiques français, à la veille du sommet de l'Union européenne (...).

Il faut une relance économique tournée vers la satisfaction des besoins sociaux et respectant les impératifs écologiques.

Cela nécessite une plus juste répartition des richesses, la réduction des inégalités, des investissements publics et privés, un renforcement des régulations de la finance et de l'économie.

La nécessaire réduction des déficits doit être le fruit d'une autre politique économique et sociale. L'Union européenne doit rapidement consolider les moyens de solidarité vis-à-vis des pays de la zone euro dont les dettes



Photos AFP

publiques font l'objet de spéculations financières.

Il faut combattre le dumping social en renforçant le socle social européen, en particulier avec la mise en place d'un salaire minimum dans chacun des Etats membres.

L'Union européenne doit garantir les droits sociaux fondamentaux face aux règles du marché et de la concurrence.

Il faut donner les moyens à des services de qualité de jouer tout leur rôle. L'harmonisation de la fiscalité des entreprises est une nécessité urgente.

La création d'emplois de qualité, la réduction du chômage, et en particulier pour les jeunes, la pérennité des systèmes de protection sociale sont dépendantes à la fois des décisions nationales et des réponses européennes.

Face à ces enjeux, les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA interpellent les décideurs politiques et économiques par des initiatives unitaires sur tout le territoire le 15 décembre 2010. » ■

ÉDITORIAL

Questions, réponses

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

Question : L'effondrement qui frappe l'Irlande menace-t-il la France ?

Réponse : L'euro transmet sa contagion d'une économie à l'autre. L'effondrement menace partout.

Q : Comment réduire les déficits ?

R : Cette question ne peut être posée à la classe ouvrière. Le déficit, c'est deux tiers de cadeaux aux patrons (exonérations fiscales et sociales) et un tiers aux banques par le paiement des intérêts de la dette. Dette publique dont le gonflement découle des milliards offerts pour renflouer spéculateurs, banquiers et capitalistes faillis. Les travailleurs n'ont pas à payer pour cela.

Q : Mais même la gauche appelle à réduire les déficits ?

R : C'est vrai que les Premiers ministres de « gauche » en Espagne, au Portugal, en Grèce, les dirigeants du Parti socialiste en France acceptent ce cadre. Et aussi « l'intersyndicale » des cinq organisations, qui, le 29 novembre, évoque « la nécessaire réduction des déficits ». Mais c'est un piège tendu au mouvement ouvrier : celui de la « gouvernance ». Accepter la logique de la « réduction des déficits » conduit à accompagner les contre-réformes. Une véritable politique conforme aux intérêts vitaux de la classe ouvrière devrait formuler : « Nous rejetons tous les plans de rigueur, l'argument des "déficits" et de la dette ; seuls doivent prévaloir les besoins de la population. »

Q : L'Europe laisserait-elle faire ?

R : Il y a quelques mois, les manifestants grecs criaient : « Dehors le FMI, dehors l'Union européenne ! » La semaine passée, un responsable syndical irlandais déclarait, lors de la venue des experts du FMI et de l'Union européenne : « Les barbares sont à notre porte. » Peut-on, comme le fait « l'intersyndicale », « interpellé » les barbares de l'Union européenne pour qu'ils prennent des mesures sociales ? Non. L'Union européenne a pour seule fonction de faire payer aux travailleurs la crise de décomposition du système capitaliste. On ne peut répondre aux besoins des peuples qu'en rompant avec elle.

Q : Est-ce possible ?

R : Ou bien on part des besoins ouvriers, et les mots d'ordre en découlent : abrogation de la réforme des retraites, on ne touche pas à la Sécurité sociale, interdiction des licenciements, rétablissement des postes supprimés dans les services publics, nationalisation ou renationalisation des secteurs clés de l'industrie et de l'industrie bancaire. Ou bien on s'engage sur la voie du consensus ou de l'accompagnement. La conférence d'Alger (lire pages 8 et 9) a montré que dans le monde entier de très larges secteurs du mouvement ouvrier débattent précisément de cette question. Les délégués présents ont conclu : il faut rompre avec la spirale infernale de la gouvernance, qui conduit tout droit à la catastrophe.

Q : Mais quelle force a la capacité d'imposer cela ?

R : Celle des millions qui ont combattu pour imposer le retrait de la contre-réforme des retraites, celle des milliers de délégués qui n'ont pas hésité à braver les directives des sommets en se battant pour la grève pour le retrait. Cette force n'a pas réussi à surmonter l'obstacle, mais elle est disponible pour imposer les solutions qu'appelle la situation.

Q : Ne faut-il pas l'aider à s'organiser pour cela ?

R : Nous, au POI, nous estimons que pour franchir ces obstacles, la classe ouvrière a besoin d'un authentique parti ouvrier indépendant. Mais nous n'en faisons pas un préalable. C'est pourquoi nous avons pris l'initiative de la conférence du 11 décembre, dans laquelle travailleurs et militants de toutes tendances et de toutes appartenances qui se posent les questions évoquées ici ont leur place, dans un débat libre, démocratique et fraternel.

RÉUNIONS, DÉLÉGUÉS, MANDATS...

Des centaines de délégués seront, le 11 décembre,

Alpes-Maritimes

Réunis en conférence départementale, des salariés et des syndicalistes du privé et du public adoptent un appel

Depuis un mois, par petits groupes, plusieurs dizaines de salariés se sont réunis autour d'Informations ouvrières, à Nice et à Sophia-Antipolis, pour préparer la conférence nationale du 11 décembre. Une conférence départementale a eu lieu le 26 novembre, qui a rassemblé vingt et un salariés et syndicalistes du privé et du public (1). Nous publions ci-dessous des extraits de la déclaration issue de cette conférence.

"Refuser le cadre de négociations fixé par le gouvernement, les patrons et l'Union européenne"

"Le 23 novembre, l'intersyndicale départementale a appelé à un rassemblement "retraite aux flambeaux" avec lampions, etc. Ils étaient 300 et le secrétaire départemental du syndicat a dit : "La faute repose sur celles et ceux qui n'ont participé à aucune action de résistance." Je ne suis pas d'accord avec ça. Il y a eu une mobilisation énorme auparavant. Ils veulent éviter les questions embarrassantes : pourquoi ne pas avoir appelé à la grève générale, au retrait, au blocage économique du pays ? — Plusieurs syndicats du département se sont battus pour le retrait. Et sous la pression de la masse, à un moment donné, ils ont dû accepter de dire retrait. Au soir du 12 octobre, Aubry a dû dire retrait. Et le lendemain, elle s'est rétractée. Le 13 octobre, l'union départementale CGT appelait au retrait du projet de loi. Et le surlendemain, le mot d'ordre de retrait disparaissait à nouveau. La masse qui a déferlé le 12 octobre a fait bouger les lignes. Mais on est confronté à un problème. En haut, ils ne veulent pas du retrait. A partir de là, ils ne se donnent pas les moyens de gagner. Cela ne veut pas dire qu'on ne peut pas y arriver (...). Il faut que les salariés qui sont en grève,

syndiqués ou non, puissent diriger leur mouvement pour éviter que ce soit Chérèque qui mène la barque.

— Lors de son discours d'investiture à l'Assemblée nationale, Fillon a dit qu'il allait continuer à "réformer", qu'il allait "fixer les objectifs, le calendrier, la méthode (...), mais c'est aux partenaires sociaux d'en proposer et d'en définir les modalités et les outils". Il faut dire clairement : non, nous ne négocierons pas de nouveaux reculs, nous n'acceptons pas de négocier dans le cadre fixé par le patronat, le gouvernement, l'Union européenne, les marchés financiers. De haut en bas, ceux qui se sont prononcés contre le mot d'ordre de retrait du projet de loi refusent aujourd'hui de réclamer l'abrogation de la loi. C'est ça le problème. Si l'on veut préparer les conditions pour gagner, il faut s'expliquer et dire dès maintenant : abrogation de la loi Woerth et refus de la retraite par points ! »

(1) Amadeus, Association départementale de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence, CNRS, Education nationale, Faceo, France 3 Côte d'Azur, France Télécom, hôpital, IME Henri-Matisse, Schneider, Sopra, Thalès Alenia Space, Visteon.



La parole à...

Stéphane Jouteux, délégué à la conférence nationale du 11 décembre

"Je suis délégué des Alpes-Maritimes à la conférence du 11 décembre (lire ci-contre). Je viens de prendre connaissance de la déclaration de l'intersyndicale CGT-CFDT-FSU-Solidaires-UNSA du 29 novembre. C'est incroyable. Le mot « retraites » n'est même pas prononcé. Pendant des semaines et des mois, nous sommes descendus dans la rue à des millions pour exiger le retrait de la loi Sarkozy. De nombreuses organisations de la CGT à tous les niveaux, dont la mienne, ont pris position dans ce sens. De multiples prises de position d'instances ont eu lieu. Mais, jusqu'au bout, les responsables confédéraux de cette intersyndicale se sont refusés à avancer ce mot d'ordre de retrait. Les journées d'action saute-mouton et le refus d'appeler à la grève pour le retrait en ont été la conséquence. En fait, nous nous sommes heurtés pendant toutes ces semaines à une orientation. Et aujourd'hui, quand je lis « l'interpellation » de l'intersyndicale, je constate que cette orien-

tation s'approfondit. Je la résumerai par un mot : celle de la recherche du consensus avec Fillon, qui en appelle, avec la loi sur la représentativité, à un « changement du paysage syndical ».

Pourquoi suis-je délégué ? Aujourd'hui, moins que jamais, on ne peut accepter ce consensus avec Fillon. Je pense, à l'inverse, que l'exigence d'abrogation de la loi est une nécessité absolue. Bien sûr, personne ne pense qu'on puisse obtenir tout de suite l'abrogation de cette loi. Mais formuler comme point de départ de toute plate-forme d'unité l'exigence d'abrogation est un positionnement par rapport à toutes les contre-réformes à venir annoncées par Fillon.

Le 11 décembre, je crois que c'est cette discussion que nous aurons à mener avec tous les délégués qui, comme moi, ont participé avec une large couche de militants à ce combat pendant des semaines pour chercher à submerger l'obstacle que nous avons rencontré. »

La parole à...

Francis, cheminot en Indre-et-Loire "Ce que j'attends de la conférence nationale du 11 décembre"

"Dans la bataille menée contre la "réforme" des retraites, après sept "journées d'action" depuis le début de l'année, conclue par un mouvement reproductible de dix-sept jours de grève en octobre, la principale réflexion des collègues cheminots qui revient depuis dans les discussions consiste à dire : "Tout ça pour ça ?" (...) Dans le cas présent, la responsabilité et le rôle de l'ensemble des états-majors des syndicats n'étaient-ils pas d'appeler franchement à la grève générale ? Au lieu de cela, pour préserver la sacro-sainte "unité syndicale" tout en restant des "partenaires sociaux responsables" (puisque leur "sens des responsabilités" a même été reconnu par François Fillon lui-même), certains ont préféré laisser s'enliser le conflit dans des "moments forts" à saute-mouton, puis, au final, dans un mouvement reproductible, avec l'incapacité

chronique de revendiquer clairement le retrait du projet gouvernemental et d'appeler au blocage du pays pour y parvenir.

Pour ma part, je considère que l'"unité syndicale" n'a de raison d'exister que dans le renforcement de l'efficacité de l'"unité d'action" qu'elle engendre.

De même, au qualificatif de "partenaire social" en charge du dialogue avec le gouvernement, je préfère celui d'"interlocuteur syndical" en charge de la défense des droits des travailleurs.

Dans ce conflit, l'"unité syndicale" n'a eu pour effet que de brider l'action des travailleurs en lutte, pour n'aboutir au final qu'à l'"unité d'... inaction" !

Face aux menaces qui guettent notre Sécurité sociale, nos services publics, l'ensemble des fondements de notre système républicain, il faut au plus tôt en tirer les leçons. J'espère vivement que la conférence nationale du 11 décembre nous y aidera. »

A lire, dans le n° 128 d'Informations ouvrières, le compte rendu de la conférence.

INFORMATIONS OUVRIÈRES

SPÉCIAL

11 DÉCEMBRE
CONFÉRENCE NATIONALE
POUR L'UNITÉ OUVRIÈRE

Réunion à Montpellier (Hérault)

"On ne peut pas appliquer d'un côté et se battre de l'autre"

A l'initiative du comité de Montpellier du POI, dix-sept militants de toutes tendances, syndicalistes pour la plupart, ayant participé à la mobilisation pour le retrait de la contre-réforme des retraites, se sont réunis le 24 novembre au Dôme dans le cadre de la préparation de la conférence du 11 décembre à Paris.

— M., syndicaliste cheminote : Je n'ai pas de réponses à toutes les questions, mais je m'en pose beaucoup (...). On voyait bien que partout les gens se mobilisaient, mais

ça n'a pas pris. Pourquoi ? A cause du refus de négocier du gouvernement ? Du manque de mobilisation ? Je ne sais pas. C'est difficile à analyser. Mais (...) on n'a pas dit notre dernier mot, même si ça semble plus difficile aujourd'hui. — J.-P., syndicaliste cheminote : A mon avis, la position de Chérèque empêchait toute unité sur les revendications. Sans l'unité, on ne peut pas gagner.

— P., technicienne CNRS : Nous aussi on subit les plans de démantèlement de l'Université : le « grand emprunt » va permettre de garder

des pôles d'excellence par le biais d'appels d'offres concernant ce que le pouvoir voit comme rentable. En plus, l'argent réservé pour les universités est placé en Bourse, elles ne touchent que les intérêts, on nourrit les marchés financiers (...). Le Conseil économique et social régional du Languedoc-Roussillon soutient le « grand emprunt ». Des organisations syndicales siègent dans cette institution. On ne peut pas appliquer d'un côté et se battre de l'autre : c'est l'enjeu aujourd'hui.

TRIBUNES LIBRES, DÉBATS, DISCUSSIONS...

en conférence pour l'unité ouvrière

Réunion à Paris

“L'unité, sur des mots d'ordre précis, est la seule perspective possible”

80 militants de plusieurs arrondissements de la capitale, enseignants, postiers, travailleurs du privé, cheminots, agents de la Sécurité sociale, etc., ont répondu à l'invitation au débat, le 25 novembre, lancée par leurs camarades du XIII^e arrondissement. Nous en publions quelques extraits.

Un syndicaliste des Gobelins : L'Irlande est dans une situation de marasme profond, alors qu'il y a quelques mois, on nous la présentait comme un exemple à suivre. Aujourd'hui, on veut leur faire payer la crise dont ils ne sont en rien responsables. C'est un puits sans fond qu'on veut faire avaler au peuple irlandais. J'ai espoir que nous, en France, nous ne soyons pas poussés dans cette logique. Ce que propose le gouvernement, dont certaines organisations espèrent tirer profit, c'est la cogestion de la situation. Certains syndicalistes pensent qu'il faut en passer par là. Je ne partage pas cela. C'est eux ou nous, c'est frontal. Ce n'est pas compliqué. La seule perspective pour moi, c'est notre unité sur des mots d'ordre précis, l'unité la plus claire possible, la

plus consciente. Travailler sur l'unité, c'est la seule perspective possible. — **Un syndicaliste cheminot :** A la gare Saint-Lazare, nous avons fait dix-huit jours de grève. L'unité syndicale SUD, CGT et FO s'est faite sur l'exigence du retrait. Il y a eu des assemblées générales massives tous les jours. On a connu une tentative au sommet pour que FO n'ait pas la parole dans les assemblées générales, mais la CGT et les cheminots au niveau local ont dit : tout le monde intervient, car on est tous dans le combat. On a installé un bureau de grève : il y a eu de nombreuses discussions pour que la confédération appelle à la grève générale. Certains ont dit que même s'ils avaient appelé, ce n'était pas sûr qu'on aurait gagné. Ce n'est pas si simple.

Beaucoup de jeunes se sont mobilisés. La conférence doit être un pas en avant pour les militants des différentes organisations pour confronter des points de vue qui ne sont pas les mêmes.

Trois jeunes cheminots qui étaient dans le bureau de grève sont délégués pour cette conférence ouvrière.

“La loi Woerth, premier étage de la fusée”

— **Un syndicaliste de la Sécurité sociale :** La loi Woerth, ce n'est que le premier étage de la fusée. Il y a eu l'amendement que le Sénat a voté au dernier moment pour 2013 : il modifierait le système des retraites, installerait la retraite par points. Ce n'est pas une généralisation de l'ARRCO-AGIRC que veut le gouvernement. Ils veulent, alors qu'on calcule actuel-

lement sur la base des vingt-cinq meilleures années pour le privé, reprendre l'ensemble de la carrière pour le calcul des points, y compris les années de galère. Le salarié alimente un capital “virtuel”. Le principe, c'est que la retraite versée ne dépasse pas le montant de ce capital virtuel.

Donc, la valeur du point dépendra de l'âge du salarié au moment du départ à la retraite, de l'espérance de vie de sa catégorie socioprofessionnelle ! Tous les critères utilisés sont ceux de la capitalisation. Dans ces conditions, il n'y a plus d'âge légal de départ à la retraite, chacun va partir quand il veut. Plus il part tôt, moins il aura de pension. On arriverait à une retraite misérable et il ne resterait qu'une solution : les fonds de pension. On se bat donc pour l'abrogation de la loi. ■

Informations syndicales

Communiqué des syndicats
CGT, FO, SUPAP-FSU,
SUD, UNSA
de la Ville de Paris

“On ne lâche rien !”

“La loi sur les retraites votée à la va-vite contre la majorité de la population est illégitime est injuste (...). Nous avons eu raison de nous mobiliser !

Les millions d'habitants de ce pays qui ont voulu agir ont eu raison. Grèves, manifestations, blocages sont profondément légitimes quand la France d'en haut refuse d'entendre la France d'en bas (...).

A la Ville de Paris, les grévistes ont été plus nombreux qu'en 1995, plus nombreux qu'en 2003. Les débats dans les assemblées générales, sur les lieux de travail, les grèves lors des huit journées de mobilisation, les actions devant le musée d'Art moderne, la déchetterie Porte d'Ivry, la participation à des actions interprofessionnelles resteront dans les mémoires.

Même promulguée, la loi sur les retraites restera injuste, et donc inacceptable ! Dans un contexte de réduction d'emplois et de gel des salaires, les fonctionnaires et les non-titulaires sont touchés de plein fouet (...).

Ce que nous avons vécu ces derniers mois, partagé et appris nourrira d'autres mobilisations.

Le gouvernement sait à quoi s'attendre s'il s'engage plus encore dans la remise en cause de nos droits !

Pendant ce conflit, nos organisations ont demandé deux fois audience au maire de Paris, qui a refusé de nous recevoir ensemble sur les questions liées au conflit des retraites

Il va bientôt recevoir séparément chacune de nos organisations. Nous ne manquerons pas de porter au cours de ces audiences les revendications sur les salaires, les promotions, l'emploi, les conditions de travail et la précarité des emplois des non-titulaires qui sont les vôtres (...).

En 2010, Paris a déjà réalisé 250 millions d'euros de recettes qui n'étaient pas prévues au budget. Pourtant, pas un centime de ces recettes supplémentaires n'a été affecté aux personnels. Ce n'est pas admissible ! Le budget qui sera présenté au conseil de Paris de décembre sans la moindre création d'emplois n'est pas acceptable.

2010, 2011, 2012, 2013. Ne cessons pas d'exiger :

- L'abrogation de la loi ! Non à la retraite par points !
- Maintien du système de retraite par répartition, maintien du calcul sur les six derniers mois.
- La retraite à 60 ans à taux plein, c'est-à-dire sans décote.
- L'augmentation des salaires que le gouvernement veut bloquer jusqu'en 2013.
- Des créations d'emplois pour les services publics.
- La satisfaction de nos revendications à la mairie de Paris.

Geneviève Marchal, responsable du Collectif régional des veuves et femmes de retraités des mines de fer (Moselle)

“Nous rencontrons les femmes pour expliquer qu'une loi, on peut l'abroger”



Photo Informations ouvrières

“La colère ne s'est pas éteinte avec le vote de la loi. Les manifestations ont rassemblé 3,5 millions de personnes et cette prise de conscience ne s'est pas perdue. Nous devons la “travailler”, la faire grandir. Nous rencontrons les femmes pour expliquer qu'une loi, on peut l'abroger.

Forcément, une telle mobilisation fait craindre la suite au gouvernement, car on est seulement au début de la mise en œuvre de son plan d'austérité. Les directions des centrales syndicales CGT et CFDT ont joué le mauvais jeu, accompagné le vote de la loi et provoqué l'arrêt du mouvement.

Malgré cela, le découragement ne paraît pas dans les conversations des femmes, l'envie de se battre est toujours aussi visible. « On ne peut pas en rester là », c'est le sentiment qui dominait à ce meeting (1). Le respect grandit pour tous ceux qui résistent, particulièrement pour les militantes du collectif dont l'âge force l'admiration.

Le problème de fond auquel nous sommes confrontés, c'est que la Confédération européenne des syndicats essaie par tous les moyens de contenir l'explosion sociale et de-

mande aux organisations syndicales de tous les pays d'accompagner la politique de l'Union européenne. C'est également ce que font les directions des partis de gauche censés représenter la classe ouvrière. L'unité viendra de ceux qui étaient dans les grèves et les manifestations. Il nous faut de nouvelles perspectives politiques pour aboutir dans nos revendications.

Attendre l'élection présidentielle de 2012, c'est entériner la réforme des retraites.

Nous avons besoin d'échanger entre nous, à l'échelle nationale : pourquoi le mouvement n'a pas abouti et comment faire reculer le gouvernement sur ces réformes catastrophiques ?

La conférence, c'est aussi : permettre au peuple, qui a voté majoritairement non à la Constitution européenne en 2005, de dire quel projet politique et quel gouvernement il veut, avoir un vrai débat. Ailleurs, le langage est tronqué, faussé, pour nous faire accepter l'austérité. »

(1) Le 4 novembre dernier, 200 veuves et femmes de mineurs étaient rassemblées à Hayange, à l'appel du Collectif contre la destruction du régime minier de Sécurité sociale (NDLR).

La parole à...

Arsène Schmitt, président du Comité de défense des travailleurs frontaliers de la Moselle



“Pourquoi toute cette révolte n'aboutit pas à une grève générale en Europe ?”

“Dans tous les pays européens gronde la révolte, les travailleurs se mobilisent, des grèves générales en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Irlande... En France, nous venons de sortir d'un puissant mouvement de lutte de classes. Pourquoi toute cette révolte n'aboutit pas à une grève générale en Europe ? Pourquoi n'y a-t-il pas d'unité des classes ouvrières en Europe pour mettre en échec ce recul de civilisation ? Pourquoi les gouvernements en Europe, les Sarkozy-Merkel peuvent-ils se permettre cette destruction générale de nos droits et acquis ? Tout simplement parce qu'il existe en France comme en Allemagne un consensus politique et syndical.

Les directions de nos confédérations syndicales françaises, allemandes, soumises à la Confédération européenne des syndicats (CES), appellent sans cesse au dialogue, à la négociation. A quoi servent les manifestations européennes annuelles « bidon » de la CES, comme celle du 29 septembre à Bruxelles ? Il s'agit, à chaque fois, d'une espèce de garden-party euro-syndicale parfaitement inoffensive pour le grand

capital, entretenant l'illusion d'un syndicalisme européen et détournant la colère populaire. Avec en prime les félicitations des gouvernements jugeant les directions syndicales “responsables” (...).

Il faut travailler à l'unité syndicale, mais pas une unité syndicale accompagnant la régression sociale, comme nous venons de la vivre avec les retraites. Il faut la rupture avec les consensus. La seule perspective qui s'offre à nous, c'est l'unité et l'action de masse des classes ouvrières en Europe pour stopper et inverser la politique de destructions générales. C'est préparer la grève générale pour stopper la barbarie du capitalisme et pour un changement de société.

Pour cela, il faut rassembler tous les militants ouvriers (...). A la conférence des délégués du 11 décembre, à Paris, j'y serai avec la délégation de Sarreguemines. Son mandat est issu des discussions avec des responsables syndicaux travaillant en Allemagne ou en France qui cherchent à briser la division pour bloquer les attaques du capital : à Behr, Continental, dans la fonction publique, la SNCF, l'action sociale. »